

Relance du programme nucléaire au Royaume-Uni

Un point de vue par Bernard Lenail

(16 janvier 2008)

Le 10 janvier 2008 dans une déclaration à la Chambre des Communes, et au terme d'un très long processus agrémenté de pas en avant et de reculs, le gouvernement anglais a invité l'industrie à investir dans la production d'énergie électrique d'origine nucléaire.

Intervenant après de multiples déclarations de Tony Blair et de Gordon Brown destinées à préparer l'opinion et prônant toutes un recours accru aux énergies renouvelables, puis aux énergies non carbonées et mentionnant enfin que le nucléaire ne pouvait être écarté, cette annonce n'est pas une surprise du reste chacune des parties concernées s'y préparait de longue date :

- le parti conservateur a implicitement approuvé cette décision en indiquant qu'à son retour au pouvoir il ne la remettrait pas en cause;
- d'emblée le parti libéral a exprimé une position contraire;
- les industriels sont à pied d'œuvre, l'arme au pied depuis longtemps : Areva, GE-Hitachi, Toshiba-Westinghouse et AECL pour les technologies, EDF, EOn, RWE, Iberdrola et Suez pour la production et l'exploitation des centrales;
- les mouvements 'anti nucléaires', au premier rang desquels GreenPeace, se sont déclarés prêts à attaquer cette décision en justice;
- British Energy, l'électricien nucléaire anglais, financièrement trop faible pour investir dans de nouvelles centrales mais disposant seul de sites d'ores et déjà agréés (Hinkley Point, Dungeness, Bradwell et Sizewell) négocie tous azimuts pour s'allier au plus offrant des électriciens européens et établir les dossiers spécifiques à chaque site (sécurité et impacts);
- les industriels et syndicats anglais sont prêts à défendre les couleurs anglaises devant l'avalanche de candidats étrangers.

Paradoxalement le gouvernement anglais est sans doute moins préparé à faire face aux problèmes de tous ordres qu'il va devoir traiter :

- les autorités de sûreté anglaises dont les équipes vieillissantes, en sous-effectif et non aguerries à l'étude des réacteurs de 3^{ème} génération n'ont guère eu dans le passé l'occasion de démontrer leur expertise. Par exemple la licence américaine du réacteur de

Sizewell, un PWR-Westinghouse, n'avait il y a une quinzaine d'années pas fait l'objet d'une analyse approfondie et aucun gros dossier n'a été examiné depuis. C'est à elles cependant qu'il revient d'analyser une montagne de dossiers concurrents portant sur des projets d'installation tous différents entre eux et de ceux qu'ils traitent habituellement ;

- l'administration elle-même va devoir apporter aux électriciens désireux de lancer leurs projets des éclaircissements sur des points importants mais difficiles tels que :
 - le cadre juridique et financier applicable au démantèlement et à la gestion finale des déchets: l'expérience désastreuse des vingt dernières années dans ces domaines ne peut que conduire les électriciens à la prudence d'autant que le gouvernement a déclaré avec force mais juste raison que les électriciens devraient supporter la totalité des coûts, sans aucune aide financière de l'Etat,
 - le montant de la taxe carbone qui serait appliquée à la production d'électricité d'origine thermique et permettrait de garantir la compétitivité du nucléaire à long terme : question légitime compte tenu des discussions en cours sur la protection du climat mais réponse à l'évidence difficile à fournir ;
- l'administration va devoir enfin faire enfin avancer le projet de stockage final des déchets, ce qui est à l'évidence plus facile à dire qu'à faire.

On observera sur ces derniers points que le gouvernement est embarrassé :

- Les avatars successifs rencontrés dans l'exploitation par l'ex-BNFL de l'usine de retraitement (Thorp) et dans celle de fabrication de combustibles MOX (SMP) d'une part et la non utilisation d'une centaine de tonnes de plutonium anglais déjà séparé d'autre part ont amené le gouvernement à indiquer qu'il ne serait fait aucune obligation de retraitement/recyclage pour les combustibles des nouveaux réacteurs, ceci ne facilite pas le problème du stockage final des déchets.
- En ce qui concerne le stockage final des déchets de haute activité, après un grave échec d'un premier projet il y a quelques années (un stockage profond sous la mer,

accessible de Sellafield et dont Nirex espérait démontrer a posteriori l'acceptabilité), le gouvernement a relancé les études de façon rationnelle : il a d'abord opté en octobre 2006 pour un stockage profond dans un milieu et sur un site encore non précisés. Prochainement une consultation organisée par la Nuclear Decommissioning Authority (NDA) devrait permettre d'y voir clair sur la façon de choisir un site puis sur le choix de celui-ci. On comprend donc la curiosité des électriciens désireux de se lancer dans la construction de nouveaux réacteurs mais on imagine qu'il devront s'armer d'un peu de patience.

Dans son discours du 10 janvier aux Communes John Hutton, le secrétaire d'état en charge du dossier, a eu des paroles fortes pour défendre la décision de relancer le nucléaire : « *Nuclear power is vital to Britain* » et a développé sa pensée en précisant (nous abrégeons) que celui-ci a un très bas contenu carbone, ne dégrade pas l'environnement, a un coût très favorable, est fiable, est sûr, permettra d'accroître la diversité d'approvisionnement du 'mix' énergétique et de réduire la dépendance vis-à-vis des combustibles fossiles.

Tout ceci est bel et bon et il y a urgence pour la Grande Bretagne à avancer :

- les centrales nucléaires existantes ferment progressivement, en 2014 il n'en restera qu'une: Sizewell,
- le gaz et le pétrole de la mer du Nord s'épuisent, d'exportatrice l'Angleterre est devenue importatrice,

de sorte que dans une douzaine d'années le pays devra faire face à un important déficit en matière d'électricité alors que

- la lutte contre le dérèglement climatique interdit le recours au charbon,
- le recours aux énergies renouvelables est indispensable mais, seul, n'est pas suffisant : en effet si le pays dispose bien d'un potentiel éolien très important, cette énergie est intermittente – ce qui implique le recours en parallèle à d'autres sources de production, non renouvelables celles-là, pour environ 75% du temps – aussi l'apport restera assez marginal sauf à développer l'éolien off-shore, sur la façade ouest du pays, mais dont le coût est très élevé.

Ce contexte explique que les opposants à la relance du programme nucléaire auront du mal à faire valoir leurs vues mais ils sont

aujourd'hui assez nombreux : les 'professionnels' de la contestation ont eu dans le passé quelques succès au plan juridique et la population, depuis une vingtaine d'années, est plutôt réservée en raison du mauvais management des programmes de démantèlement, de retraitement et de recyclage, de stockage des déchets mais aussi de la fragilité de l'électricien nucléaire, BE, dont la gestion financière désastreuse après sa privatisation a conduit à sa re-nationalisation partielle. C'est au demeurant cette situation qui, il y a quatre ans, avait rendu impossible une première tentative de relance.

Pour conclure, on notera que la décision anglaise est porteuse d'espoirs en France :

- EDF, AREVA et peut-être SUEZ sont prêts à en faire le meilleur usage,
- le gouvernement français sera un peu moins isolé, en Europe et à Bruxelles, pour défendre son option nucléaire et débattre des moyens pour lutter contre le réchauffement climatique : il en aura grand besoin des amis anglais dont le poids est important même si leur distance vis-à-vis des projets communs est connue.

Il ne faudrait cependant pas en conclure qu'une politique énergétique européenne commune soit en vue, notamment au plan nucléaire :

- l'Allemagne reste arc-boutée, au moins jusqu'aux prochaines élections fédérales, sur son programme d'arrêt des centrales nucléaires,
- la Belgique aimerait bien différer sa décision d'arrêter ses centrales nucléaires mais le gouvernement a malheureusement d'autres urgences à traiter,
- l'Italie devient peu à peu pro nucléaire, mais pour l'instant chez ses voisins et pas chez elle,
- les hollandais re-deviennent favorables au nucléaire, imités par les suisses et peut-être un jour par les suédois mais les espagnols, les danois, les autrichiens et d'autres restent hostiles à toute évolution.

Si les choses deviennent certes un peu plus ouvertes à Bruxelles, malheureusement elles restent bloquées.
